

L'antimilitarisme révolutionnaire

À la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, un antimilitarisme radical est activement pratiqué par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires qui sont majoritaires dans le mouvement ouvrier. Voici leur vision : Le capitalisme et l'armée sont liés. L'armée est un instrument de lutte des classes. Elle réprime les manifestations et les grèves et abrutit les conscrits qu'elle soumet à une propagande antisyndicale. Le capitalisme est belliciste. La guerre divise le mouvement ouvrier. Le patriotisme est une duperie. La solidarité prolétarienne et internationale contre le capitalisme est essentielle. Il faut faire échec à la guerre et à l'armée.

L'Internationale exprime ce radicalisme :

*« Les Rois nous saoulaient de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux. »*

Le prolétariat contre la guerre

Sous la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte, une contestation démocratique agite l'armée. Des incidents et des rébellions éclatent dans les troupes.

En 1849, le Procureur général de Nancy écrit¹ : *« Il ne faut pas se dissimuler que tous les efforts des hommes de désordre et d'anarchie s'attaquent en ce moment à l'armée, et qu'ils ont recours à tous les moyens pour leur faire accepter leurs doctrines. »*

Un appel de démocrates juge que les officiers supérieurs *« ne représentent pas plus les intérêts des prolétaires de l'armée, que l'aristocratie financière ne représente ceux des prolétaires civils². »*

Dans *Le soldat loup-garou*³, une publication diffusée dans les troupes, un soldat fictif raconte les ordres reçus en Algérie :

- *Tire donc, lâche ! me dit la Voix.*
- *Mais, que nous ont-ils fait ? répondis-je en tremblant.*
- *Tire, ou je tire sur toi... Je lâchai mon coup en fermant les yeux, car ils avaient beau être des Arabes, ils saignaient.*

Puis à Paris, face à des affamés :

- *Mais, ce sont nos frères, - m'écriai-je -, ils nous l'ont dit.*
- *Ce sont des insurgés - répondit la Voix, avec un ton terrible. Pas de raison, et feu !*

¹ Au garde des sceaux, 20 mars 1849, cité par Jacques Bouillon, « Les démocrates et l'armée aux élections de 1849 », *Revue d'Histoire du XIXe siècle – 1848*, n° 18, 1955, p. 111.

² « Appel du Comité électoral central démocratique du Rhône aux sous-officiers et soldats de l'armée des Alpes », *Révolution démocratique et sociale*, 16 avril 1849, cité par J. Bouillon, op. cit., p. 112.

³ Février 1849, cité par J. Bouillon, op. cit., p. 113.

Félix Pyat adresse un appel à la conscience républicaine⁴ : « *L'armée entière s'arrêterait devant ces trois mots : liberté, égalité, fraternité. Car vous êtes les soldats du droit. Non, vous ne tournerez pas les armes contre la France, et, si l'on voulait porter atteinte à la Constitution [...] non seulement vous vous souviendriez que la loi vous dispense d'obéir, mais encore vous répéteriez, avec vos pères, que, contre la tyrannie, l'insurrection est le plus saint des devoirs.* »

Le premier Congrès de l'Association internationale des travailleurs (Première Internationale), en 1866, revendique le remplacement des armées permanentes, qui répriment le mouvement ouvrier et sont censées être fauteuses de guerres, par des milices uniquement défensives, c'est-à-dire par le peuple en armes⁵.

Le congrès de Lausanne, en 1867, décide d'adhérer au Congrès de la Paix « *pour réaliser l'abolition des armées permanentes et le maintien de la paix, dans le but d'arriver le plus promptement possible à l'émancipation de la classe ouvrière et à son affranchissement du pouvoir et de l'influence du capital ainsi qu'à la formation d'une confédération d'États libres dans toute l'Europe*⁶. »

« *Le Congrès [de 1868, à Bruxelles] recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs*⁷. »

Quelques jours avant la guerre franco-allemande de 1870, les membres de l'Internationale parisienne adressent « *aux Travailleurs de tous pays* » et en particulier aux « *Frères d'Allemagne* » un manifeste contre cette guerre fratricide⁸.

La guerre et les massacres contre la Commune de Paris exacerbent l'opposition entre les fonctions de l'armée : la défense de la bourgeoisie et celle de la République.

Il faut attendre 1889 pour que les délégués ouvriers aux Congrès socialistes internationaux protestent à nouveau contre la guerre et affirment que la paix est la condition première de l'émancipation ouvrière.

En 1890, des délégués des organisations syndicales anglaises participent à Paris à une manifestation contre la guerre. L'année suivante, l'invitation est rendue. La délégation française adresse aux travailleurs anglais un manifeste adopté par près de trois cents organisations : « *Il n'y a pas de gouvernement qui n'ait des actes odieux à se reprocher : le sang coule du nord au sud de l'Afrique, ainsi qu'à Madagascar, aux Philippines, etc. En Chine, les troupes d'Occident coalisées se sont livrées aux plus révoltants massacres qu'ait encore enregistrés l'histoire. [...] Il faut que les travailleurs] prouvent leur haine de la guerre, [...] qu'elle se manifeste de si nette façon que les dirigeants soient obligés d'en tenir compte. Dans cet ordre d'idées, vos Quakers⁹ nous ont donné de beaux exemples, indiqué la voie libératrice. [...]*

⁴ *Aux soldats ! À l'armée nouvelle !*, Discours prononcé le 2 avril 1949 au banquet des délégués du Luxembourg et reproduit dans les journaux démocratiques de Paris et de province, cité par J. Bouillon, op. cit., p. 114.

⁵ Annie Crépin, « Avant L'Armée nouvelle : les socialistes, Jaurès, et la défense nationale », *Cahiers Jaurès*, n° 207-208, 2013, p. 11-26.

⁶ Confédération générale du travail, *Le prolétariat contre la guerre et les trois ans*, Paris, 105 pages, p.4. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k109584g.texteImage> consulté le 16 novembre 2020.

⁷ Ibidem, p.5.

⁸ *Le Réveil*, 12 juillet 1870.

⁹ Les membres du mouvement religieux la Société des Amis, communément appelé Quakers, sont engagés contre la guerre et pour la non-violence, ce qui entraîne souvent leur emprisonnement, notamment pour objection de conscience.

Il est question de vous soumettre au service obligatoire, esclavage dont nous souffrons et qui a, sur le moral et le physique des peuples qui le subissent, des conséquences dépraves, car il atrophie en eux l'esprit d'initiative, les désirs d'indépendance, le respect de soi-même. D'un simple point de vue matériel, le service obligatoire aurait pour vous des effets désastreux¹⁰. »

À cette époque, les socialistes français de toutes les tendances sont des jacobins qui associent dans le même respect la patrie et l'armée et réclament l'abolition des armées permanentes et l'armement général du peuple¹¹. Mais la répression militaire des manifestations ouvrières modifie l'analyse. L'armée, écrit Jean Jaurès, n'est plus ce qu'elle était, « *La nation elle-même, unie pour défendre le sol*¹². »

Après la fusillade de Fourmies du 1^{er} mai 1891, Paul Lafargue publie un article « *sur le rôle que la classe capitaliste fait jouer à l'armée* » :

« L'armée entretenue aux frais de la nation est composée de citoyens à qui on impose la dette du sang et que l'on condamne aux horreurs et à l'abrutissement de la caserne et de l'obéissance passive, devrait, pour prix de ces sacrifices, n'être exclusivement consacrée qu'à la défense du territoire. [...] Les armées modernes ne sont que des troupes de police¹³. »

L'Avenir social¹⁴ s'insurge :

L'armée « noie dans le sang les revendications des ouvriers des mines et des usines. »

Une affiche de 1892 s'adresse aux soldats :

« Esclaves de la caserne, les forçats de l'atelier vous tendent les mains !

Parias du militarisme, fraternisez avec les victimes du capital¹⁵ ! »

À son congrès fondateur, en 1889, l'Internationale socialiste (Deuxième Internationale ou Internationale ouvrière) se définit comme « *l'unique et le vrai parti de la paix* » et « *affirme la paix comme condition première et indispensable à toute émancipation ouvrière.* » Aux congrès suivants (Bruxelles 1891, Zurich 1893), des conceptions s'opposent :

- Le Néerlandais Ferdinand Domela Nieuwenhuis, soutenu par la majorité des délégués français, préconise la grève générale contre la guerre.
- Pour d'autres, en particulier la délégation allemande, c'est la victoire définitive sur le capitalisme qui assurera la paix. Ils sont fidèles à l'idée du *Manifeste du Parti communiste* « *Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles*¹⁶. » Le français Jules Guesde, du même avis, écrit : « *La grève militaire [...] serait, si elle pouvait se réaliser, un crime de haute trahison envers le socialisme, puisque, forcément limitée aux pays à fort parti socialiste, elle les livrerait aux pays comme la Russie où un parti socialiste est encore à créer et où aucune grève, par suite, ne viendrait entraver la*

¹⁰ *Le prolétariat contre la guerre*, op. cit. p. 9-10.

¹¹ Michel Winock, « Socialisme et patriotisme en France (1891-1894) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1973, p. 382.

https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1973_num_20_3_2255 consulté le 18 décembre 2020.

¹² « Choses étranges », *La Petite République*, 30 septembre 1893, cité par Michel Winock, op. cit. p. 384.

¹³ « L'armée », *Le Socialiste*, 13 mai 1891, cité par Michel Winock, op. cit. p. 383.

¹⁴ Supplément au n° 117, juillet 1894, cité par Michel Winock, op. cit. p. 384.

¹⁵ Michel Winock, op. cit. p. 384.

¹⁶ Karl Marx et Friedrich Engels, traduction de Laura Lafargue, « Manifeste du Parti communiste », 1848, https://www.ucc.ie/archive/hdsp/Literature_collection/Manifest_French.pdf, p. 22, consulté le 12 janvier 2021.

mobilisation de l'armée et sa marche en avant. Découvrir, désarmer l'Occident socialiste devant la barbarie asiatique, [serait...] l'effet de la tactique préconisée [...]»¹⁷.

Pendant l'élaboration de l'alliance franco-russe, Friedrich Engels écrit : « *Si la République française se mettait au service de Sa Majesté le Czar et Autocrate de toutes les Russies, les socialistes allemands la combattraient à regret, mais ils la combattraient [...]. La République française peut représenter, vis-à-vis de l'Empire allemand, la révolution bourgeoise. Mais, vis-à-vis [...] de la république qui travaille pour le Czar russe, le socialisme allemand représente la révolution*¹⁸. »

- Édouard Vaillant et Jean Jaurès soutiennent une position intermédiaire et pragmatique approuvée par les congrès.

La CGT et l'Internationale ouvrière

La Fédération des Bourses du travail est créée en 1892. Georges Yvetot en est le secrétaire de 1901 à 1908. En 1902, il devient secrétaire adjoint de la Confédération générale du travail (CGT), organisée sur une base professionnelle, qui fusionne avec les Bourses du travail, organisées sur une base géographique. En décembre 1902, il est cofondateur de la Ligue antimilitariste. Il participe au Congrès antimilitariste d'Amsterdam, organisé par Ferdinand Domela Nieuwenhuis, où l'Association Internationale Antimilitariste (AIA) est fondée. Il est élu secrétaire de cette association qui a son siège au local de la CGT parisienne¹⁹. La Ligue antimilitariste devient, en 1906, une section de l'Association internationale antimilitariste. Les écrits et propos antimilitaristes d'Yvetot lui valent de nombreuses inculpations, condamnations et emprisonnements. Il déclare : « *L'antipatriotisme et l'antimilitarisme ne font qu'un avec le syndicalisme*²⁰. » Il rédige le *Manuel du soldat* dont, de 1902 à 1914, 215 000 exemplaires diffusent l'antimilitarisme de la CGT dans les casernes²¹. Le syndicat y propose au conscrit la désertion et l'exil à l'étranger avec l'aide pécuniaire de sa bourse du travail ou la pratique de la propagande antimilitariste dans sa caserne²². Dans ce dernier cas, le soldat bénéficie du soutien financier et de la solidarité du « Sou du soldat », créé par la CGT en 1900. Une chambre syndicale écrit aux conscrits : « *Dans tous les conflits entre le capital et le travail, l'armée a toujours été contre nous ; si un jour tu étais mis en*

¹⁷ *Le Socialiste*, 26 août 1893, cité par Michel Winock, op. cit. p. 398.

¹⁸ Friedrich Engels, « Le socialisme en Allemagne », *Almanach du Parti ouvrier pour 1892*, cité par Michel Winock, op. cit. p. 421.

¹⁹ Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs, Histoire des réfractaires en France*, Stock 2, Paris, 1983, p. 129.

²⁰ Déclaration au procès de l'affiche aux conscrits, décembre 1905, cité par Anne Steiner, *Révolutionnaire et dandy, Vigo dit Almereyda, L'Échappée*, Paris 2020, 304 p., p. 83.

²¹ <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?Dossier-1914-Contre-la-guerre-trois-strategies-CGT-PS-FCA-5941> Consulté le 8 août 2020.

²² « Le rapport confidentiel de M. Hennion sur les menées antimilitaristes à la caserne », *Le Matin*, n° 10 678, 23 mai 1913, p. 1-2.

[illegible]

« Il importe d'ailleurs que cette propagande soit soigneusement exclue de la caserne et [...] d'] en interdire l'accès à tout écrit ou imprimé analogue qui [...] prétendrait exercer sur le soldat une action indépendante de l'autorité militaire ou non contrôlée par elle²⁴. »

« Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou coloniale, la classe ouvrière est dupe et sacrifiée au profit de la classe patronale,

²³ « Le rapport sur le "Sou du soldat" », *Le Matin*, n° 10 679, 24 mai 1913, p. 2.

²⁵ Marc Angenot, « L'antimilitarisme contre la "religion patriotique" », *Mots. Les langages du politique*, n° 76, 2004, <http://journals.openedition.org/mots/2093> mis en ligne le 21 avril 2008, consulté le 22 avril 2020.

En septembre 1939, il co-signe le tract « *Paix immédiate !* » demandant « *Que les armées, laissant la parole à la raison, déposent donc les armes !* ». Poursuivi, il n'est pas incarcéré en raison de sa santé.

Cette position est dans la continuité de la formule « *Le patriotisme, c'est l'ennemi* » d'Émile Joindy : « *La bourgeoisie, pour se maintenir, ne peut disposer de la force armée, qu'autant que cette force armée lui est laissée entre les mains par une sorte de vœu populaire. Or, quel meilleur moyen que le patriotisme pour être sûr de bien la tenir* ²⁷ ? »

En 1908, après une longue grève et des manifestations avec échanges de coups de feu et sévèrement réprimées (quatre manifestants morts et deux-cents blessés à Villeneuve-Saint-Georges), le Président du conseil, Georges Clemenceau, fait arrêter les principaux dirigeants syndicaux dont Yvetot^{28, 29}. Une motion antimilitariste est adoptée au congrès de la CGT à Marseille :

« *Considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer [...] le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller [...]* », le congrès de la CGT considère que les conscrits « *ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs.* » Et il rappelle que « *[...] toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière* » et « *qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire* ³⁰. » C'est la première fois que la CGT précise que la grève générale doit être révolutionnaire.

Le 30 décembre 1907, après des affaires similaires³¹, la Cour d'Assises juge 18 jeunes gens pour excitation de militaires à la désobéissance par l'affiche « *Crosse en l'air* » :

« *Jamais nous ne serons des soumis, des disciplinés, la révolte est en nous, et elle est contre vous, dirigeants [...]. Si un jour vous ordonnez de tirer sur le peuple révolté, c'est avec joie que nous retournerions nos armes contre vous et vos défenseurs* ³². »

Les accusés, défendus notamment par Gustave Hervé et Maria Verone, « *une des nouvelles et des plus sympathiques avocates* » selon *L'Humanité*, sont condamnés à dix à douze mois de prison. Ils annoncent à la Cour leur intention de poursuivre leur propagande. Henriette Roussel, a seule femme, est acquittée³³.

En 1909, le soldat Albert Aernoult est envoyé à Djenan El Dar qui fait partie de Biribi, surnom de l'ensemble des compagnies de discipline et d'établissements pénitentiaires d'Afrique du Nord pendant la colonisation française. Il subit de tels sévices à son arrivée au pénitencier qu'il meurt le lendemain. Une énorme campagne de protestation se déroule³⁴. « *Plus de 120.000 personnes ont suivi le cercueil d'Aernoult* », titre *L'Humanité*³⁵. Le Comité de défense sociale appose une affiche « *À bas Biribi* », citée par le journal fondé et dirigé par Jean Jaurès, *L'Humanité* : « *Soldats ! si vous vous sentez menacés, guettés par Biribi, n'hésitez pas, désertez ! [...] Si vous êtes partis vers ces bagnes, [...] souvenez-vous que les*

²⁷ « *Le patriotisme, c'est l'ennemi* », *Le Parti ouvrier*, 27-28 avril 1894.

²⁸ « *Une journée sanglante* », *Le Matin*, n° 8921, 31 juillet 1908, p. 1-2.

²⁹ <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?Juillet-1908-Draveil-Villeneuve-la-CGT-a-l-heure-de-verite> Consulté le 15 avril 2020.

³⁰ Institut d'histoire sociale, *Les Congrès et conférences syndicaux* <https://www.ihs.cgt.fr/5796-2/> p. 325, consulté le 24 mai 2020.

³¹ « *Antimilitaristes poursuivis* », *L'Humanité*, n° 1 244, 13 septembre 1907, p. 1.

³² Jules Uhry, « *Le Procès des Dix-huit* », *L'Humanité*, n° 1 353, 31 décembre 1907, p. 2.

³³ Jules Uhry, « *Encore des mois de prison !* », *L'Humanité*, n° 1 354, 1^{er} janvier 1908, p. 1.

³⁴ Paul B. Miller, « *L'affaire Aernoult-Roussel* », *Plutôt l'insurrection que la guerre !, L'antimilitarisme dans l'Yonne avant 1914*, Colloque ADIAMOS 89, Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 4^{ème} trimestre 2005, p. 54-72.

³⁵ *L'Humanité*, n° 2 857, 12 février 1912, p. 1-2.

crimes militaires déjà commis justifient toutes les représailles contre les chefs assassins. [...] Vous avez une baïonnette, servez-vous-en³⁶ ! »

En 1910, à Copenhague, le Congrès de la II^{ème} Internationale (ou Internationale socialiste) rappelle « *que les travailleurs de tous les pays n'ont entre eux ni démêlé ni désaccord de nature à provoquer une guerre ; que les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde, et par le militarisme, qui est un des instruments les plus puissants de la domination bourgeoise à l'intérieur pour l'asservissement économique et politique du prolétariat³⁷.* »

Yvetot écrit dans *La Voix du peuple* : Quand les syndiqués « *revendiqueront, quand ils s'insurgeront, il sera juste que nos enfants, nos frères et nos amis qui se trouveront soldats passent à nous avec armes et munitions³⁸.* »

En 1911, une crise oppose les pays européens pour se partager le Maroc. Le 23 septembre, les partis européens de l'Internationale, réunis à Zurich, se déclarent unanimes contre la guerre³⁹. Le lendemain, un rassemblement anti-belliciste, appelé à Paris par l'Union des syndicats de la Seine et le Parti socialiste, réunit, malgré la pluie, 60 000 manifestants selon *L'Humanité*⁴⁰.

Des poursuites sont engagées contre des dirigeants syndicaux pour la propagande du « Sou du soldat ». Le 19 janvier 1912, 12 000 manifestants se pressent lors du procès^{41,42} où trois accusés sont condamnés à six mois de prison⁴³.

En août 1912, la fédération des instituteurs organise à son tour « Le sou du soldat » et scandalise la droite. À la Chambre, Adolphe Messimy, ancien ministre de la Guerre, révèle que des foyers d'antimilitarisme ont été découverts dans 15 ou 16 régiments. À la question « *Qu'avez-vous fait de ces misérables ?* », il répond simplement « *Je les ai envoyés aux compagnies de discipline.* » Il ajoute que, depuis la propagande du « Sou du soldat », le nombre de déserteurs et d'insoumis augmente considérablement : respectivement 2 600 et 12 000 de 1904 à 1910^{44, 45}.

En 1913, dix-huit responsables de la CGT sont arrêtés pour « incitation de militaires à la désobéissance ». Au total, 167 mois de prison leur sont distribués^{46,47}.

³⁶ « À bas Biribi », *L'Humanité*, 23 mars 1910, p. 2.

³⁷ Cité par Jean-Jacques Becker, « La II^e Internationale et la guerre », in « Les Internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984) », École Française de Rome, 1987. 404 p. *Publications de l'École française de Rome*, n°95, p. 10.
https://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1987_act_95_1_2885 Consulté le 22 août 2020.

³⁸ 15 juillet 1911, cité par « Le rapport sur le "Sou du soldat" », *Le Matin*, n° 10 679, 24 mai 1913, p. 2.

³⁹ « Le Bureau socialiste international », *L'Humanité*, n° 2 716, 23 septembre 1911, p. 1.

⁴⁰ « Paris ouvrier contre la guerre », *L'Humanité*, n° 2 717, 24 septembre 1911, p. 1.

⁴¹ « Le rapport sur le "Sou du soldat" », *Le Matin*, n° 10 679, 24 mai 1913, p. 1.

⁴² « Le Procès des lois scélérates », *L'Humanité*, n° 2825, 11 janvier 1920, p. 1.

⁴³ Michel Auvray, « Le Sou du soldat (1900-1914) », op. cit., p. 15-16.

⁴⁴ « Les instituteurs. La propagande du "Sou du soldat" dans l'armée. », *Le Matin*, n° 10 504, 30 novembre 1912, p. 2.

⁴⁵ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir : ouvriers et révolutionnaires face à la guerre : 1909-1914*, Montreuil et Paris, L'Insomniaque et Libertalia, 2016, p. 287-288.

⁴⁶ « Tribunaux. Les poursuites contre le "Sou du soldat" », *L'Humanité*, n° 3691, 27 mars 1914, p. 4.

⁴⁷ Michel Auvray, « Le Sou du soldat (1900-1914) », op. cit., p. 19.

Votée en mars 1912, la loi Berry-Millerand instaure une « double peine » pour les conscrits en systématisant l'envoi au bagne colonial des repris de justice, ainsi que des jeunes gens déjà condamnés à au moins trois mois de prison pour « diffamation et injure envers les armées » ou incitation de militaires à la désobéissance^{48, 49}. Une campagne est dirigée contre cette loi, notamment par un « Comité féminin contre la loi Berry-Millerand, les bagnes militaires et toutes les iniquités sociales »⁵⁰, formé à l'initiative du syndicat parisien des couturières dont Thérèse Taugourdeau⁵¹ est secrétaire. Le congrès de 1912 de la Confédération général du travail (CGT) invite à créer une caisse des insoumis pour aider les conscrits à s'exiler pour éviter le bagne^{52, 53}.

Le déclin de l'antimilitarisme révolutionnaire

Le déclin de l'antimilitarisme révolutionnaire à la CGT est amorcé en 1908 quand les syndicalistes réformistes profitent de l'emprisonnement des leaders les plus radicaux et de la crainte suscitée par la répression des émeutes de Villeneuve-Saint-Georges pour prendre l'ascendant sur les autres courants. Ils réduisent leur militantisme à l'antimilitarisme ouvrier, c'est-à-dire à l'opposition au bris des grèves et à la répression des manifestations syndicales par l'armée, à l'exclusion de l'antimilitarisme « antipatriote » qui lutte contre les guerres et le colonialisme. Le congrès de 1908, confié aux travailleurs eux-mêmes et non à la CGT, l'initiative de la grève générale révolutionnaire en cas de guerre. ([Cf. citation plus haut.](#)) Ceci « *au point de vue international* » alors que les syndicats allemands refusent des actions anti-guerre communes avec la CGT sans l'accord du Parti social-démocrate (SPD) allemand qui ne veut négocier qu'avec la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) à laquelle la CGT ne veut pas être inféodée. L'Association Internationale Antimilitariste (AIA) se disloque après une intense mais brève activité.

Les prolétaires ont-ils une patrie ? Qu'est-ce qui doit primer, la défense de la paix ou celle de la République ? Faut-il faire la révolution pour pouvoir supprimer les armées et que la paix en découle ou bien subvertir l'armée répressive pour favoriser la révolution ? Ou bien profiter de la guerre comme le suggère Gustave Hervé en 1906 : « *Quand l'armée sera occupée aux frontières, nous nous soulèverons et ce sera l'insurrection*⁵⁴. » ? Les réponses aux questions précédentes sont-elles différentes en cas de guerre défensive ou offensive ? Si oui, une action internationale, comme une grève générale, est-elle envisageable ?

Comme en témoigne Jean Jaurès au cours du procès pour l'affiche de l'AIA adressée aux conscrits (Figure 1 : Conscrits - 1905)⁵⁵, les tendances de l'antimilitarisme en France sont variées. Les anarchistes sont divisés. Cinq partis socialistes coexistent avant leur fusion dans la SFIO. Ils sont commodément désignés par les noms de leurs dirigeants : Jules Guesde,

⁴⁸ « La loi des "exclus" va être modifiée », *Le Petit Parisien*, n° 13 165, 14 novembre 1912, p. 2.

⁴⁹ Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs*, op. cit., p. 142.

⁵⁰ <https://chsprd.hypotheses.org/1912-2> consulté le 24 mai 2020.

⁵¹ <https://maitron.fr/spip.php?article154222>, notice TAUGOURDEAU Thérèse (née Marie-Thérèse CHAILLOU) [Dictionnaire des anarchistes] par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 9 avril 2014, dernière modification le 2 décembre 2019.

⁵² « Le rapport sur le "Sou du soldat" », *Le Matin*, n° 10 679, 24 mai 1913, p. 2.

⁵³ Michel Auvray, « Le Sou du soldat (1900-1914) », op. cit., p. 19.

⁵⁴ Cité par Jean-Jacques Becker, op. cit., p. 13.

⁵⁵ Anne Steiner, op. cit., p. 83-84.

Jean Allemane, Paul Brousse, Jean Jaurès et Édouard Vaillant qui est blanquiste. Michel Winock résume en un tableau⁵⁶ leurs positions entre 1891 et 1894, de l'antimilitarisme militant (allemanistes) à l'antimilitarisme courtois (Jaurès), de la grève générale préventive contre la guerre (allemanistes) à la primauté de la défense de la République (broussistes), de l'hostilité à l'Alliance franco-russe (allemanistes) à son approbation (Jaurès), de l'antipatriotisme (allemanistes) au patriotisme lyrique (guesdistes) en passant par le patriotisme républicain (broussistes et Jaurès) et de renoncements plus ou moins nets à l'Alsace-Lorraine. Lors de la création de la SFIO, en 1905, ces courants déclarent cependant leur volonté de refuser les crédits militaires et de conquête coloniale⁵⁷.

On l'a vu, outre les partisans de la grève militaire, plusieurs courants coexistent aussi dans l'Internationale.

Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) est prépondérant dans la II^{ème} Internationale. Il est le parti principal en Allemagne, avec 110 députés en 1912⁵⁸. C'est en particulier à ses membres les plus légalistes, soucieux de se démarquer des anarchistes, que la grève générale contre la guerre paraît irréaliste⁵⁹. Aussi, le congrès de l'Internationale de 1907, à Stuttgart, exhorte seulement les classes ouvrières des pays concernés par la menace d'une guerre à « *faire tous leurs efforts pour l'empêcher.* »

Un courant minoritaire défend que la guerre peut créer les conditions d'une révolution et que d'un moyen d'oppression impérialiste, elle peut devenir un moyen de libération prolétarienne⁶⁰. Rosa Luxembourg, Lénine et Martov font adopter au congrès une motion qui recommande aux socialistes, une fois une guerre commencée, de « *la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour [...] précipiter la chute de la domination capitaliste*⁶¹. »

Sans pour autant renoncer à l'internationalisme, un autre courant, est partisan de « la défense de la patrie la plus avancée ». Selon cette doctrine, du point de vue français soutenu par J. Guesde, la France doit défendre la République, les Droits de l'Homme et la laïcité contre les impérialismes despotiques et réactionnaires allemands et austro-hongrois. Dans cette optique, la France aurait depuis 1789 une vocation particulière et universelle et elle serait à présent la fille aînée du socialisme. Il ne faut pas dissocier les luttes contre le militarisme et contre le capitalisme. En cas de guerre, la grève désarmerait le pays où les socialistes seraient assez puissants pour l'avoir organisée et, comme l'insurrection, elle serait considérée comme une trahison par les nationalistes et contrarierait la paix et la victoire du socialisme.

« *La France attaquée n'aurait pas de plus ardents défenseurs que les socialistes du Parti ouvrier, convaincus du grand rôle qui lui est réservé dans la prochaine révolution sociale*⁶². »

Jaurès explicite son propre patriotisme :

⁵⁶ Michel Winock, op. cit., p. 422.

⁵⁷ Frédéric Cépède, « Le parti socialiste et l'antimilitarisme avant 1914 », *Plutôt l'insurrection que la guerre !*, Colloque ADIAMOS 89, Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 4^{ème} trimestre 2005, p. 22.

⁵⁸ « Correspondance », *Le Temps*, 31 octobre 1905, p. 3.

⁵⁹ Jean-Jacques Becker, op. cit., p. 16.

⁶⁰ Ibidem, p. 13-14.

⁶¹ Cité par Jean-Jacques Becker, op. cit. p. 11.

⁶² Ibidem, p. 15.

⁶³ Résolution du XI^{ème} congrès national du Parti ouvrier français (guesdiste), 7-9 octobre 1893, Paris, citée par Frédéric Cépède, op. cit., p. 21.

« Se révolter contre le despotisme des rois, contre la tyrannie du patronat et du capital, et subir passivement le joug de la conquête, la domination du militarisme étranger, ce serait une contradiction si puérile, si misérable, qu'elle serait emportée à la première alerte par toutes les forces soulevées de l'instinct et de la raison. »

Paradoxalement, la guerre exacerbera la xénophobie au nom des valeurs de l'Internationale. Bakounine avait théorisé en 1870 : *« En faisant du patriotisme, nous sauverons la liberté universelle. »* Le journal *La bataille syndicaliste* citera plusieurs fois ses écrits pendant la guerre mondiale pour justifier l'Union sacrée⁶³. Bakounine évoque notamment *« Cette intelligence lumineuse de la France qu'on dirait avoir été formée et développée par l'histoire pour qu'elle émancipe le monde »*⁶⁴.

Le théoricien de l'anarchisme, Pierre Kropotkine écrit en 1905 :

« Si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose : c'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre... Non pas comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution [...]. Un nouvel écrasement de la France serait un malheur pour la civilisation. [...]

*Quiconque a vécu la réaction sociale et intellectuelle de ces trente dernières années comprendra pourquoi je pense que chaque fois qu'un État militaire en envahira un autre trop faible pour se défendre lui-même, les antimilitaristes de toutes les nations doivent se porter à sa défense »*⁶⁵.

À l'inverse, Rosa Luxemburg, pendant la Première guerre mondiale, fustige *« l'hypocrisie bourgeoise, qui veut que chaque peuple ne reconnaisse l'infamie que dans l'uniforme national de son adversaire. "Les barbares allemands !" - comme si tout peuple qui se prépare au meurtre organisé ne se transformait pas à l'instant même en une horde de barbares. "Les horreurs des cosaques !" - comme si la guerre n'était pas en soi la plus grande des horreurs, comme si l'exaltation de la boucherie humaine présentée comme un héroïsme dans un journal socialiste à destination de la jeunesse n'était pas un bouillon de culture d'esprit cosaque »*⁶⁶!

Jaurès déclare le 15 juillet 1914 : *« La France est exposée à la brutalité du pangermanisme et, de son côté, l'Allemagne peut être menacée par le flot du slavisme. Aussi, jamais nous ne dirons aux travailleurs allemands de ne pas rester vigilants contre le panslavisme, que nous, nous ne resterons pas vigilants contre le pangermanisme »*⁶⁷.

En octobre 1912, une guerre oppose l'Empire ottoman à quatre pays balkaniques et menace de s'étendre à l'Europe. Le Président du conseil, Raymond Poincaré, déclare qu'il faut garder *« [...] toute la fierté d'un peuple qui ne veut pas la guerre et qui pourtant ne la craint pas »*⁶⁸. En novembre, pour affirmer son opposition au bellicisme, la CGT réunit un congrès extraordinaire. L'anarchiste Henry Combes déclare : *« Nous devons dire comme Poincaré : "La classe ouvrière ne veut pas la guerre, mais elle ne la craint pas." Il ne faut pas qu'on croie que nous avons peur de la guerre, il faut qu'on sache que nous sommes prêts, s'il y a la guerre,*

⁶³ « Le libéralisme de la Bourgeoisie allemande », n° 1 200, 9 août 1914, p. 1.

⁶⁴ « Un appel de Bakounine », n° 1 197, 6 août 1914, p. 1.

⁶⁵ « Correspondance », *Le Temps*, 31 octobre 1905, p. 3.

⁶⁶ Rosa Luxemburg, *La brochure de Junius, la guerre et l'Internationale*, 1907-1916.

⁶⁷ Cité par Annie Kriegel, « Jaurès en juillet 1914 », *Le Mouvement social* n° 49, « 1914 : La guerre et la classe ouvrière européenne », octobre-décembre 1964, p. 75.

⁶⁸ « Monsieur Poincaré a parlé hier à Nantes », *L'Humanité*, n° 30116, 28 octobre 1912, p.2.

*à faire la révolution, à réaliser la transformation sociale. [...] Laissons déclarer la guerre, la bourgeoisie saura ce qu'il lui en coûtera*⁶⁹. »

Le congrès, quasi unanime, décide, pour le 16 décembre 1912, une grève générale de vingt-quatre heures. Un armistice est conclu dans les Balkans quelques jours avant la grève. L'Union des syndicats ouvriers du Département de la Seine imprime des cartes de grève où on lit : « *À l'ordre de mobilisation, les travailleurs répondront par la Grève Générale révolutionnaire. Plutôt l'insurrection que la guerre* ⁷⁰! » Les grévistes sont très irrégulièrement répartis sur le territoire. Il y a 25% de grévistes dans la Loire et 90% en Aveyron. Ils sont 50 000 à défiler dans Lyon⁷¹. Selon la préfecture de Police, la grève « *qui avait été annoncée comme devant paralyser complètement la France entière* » n'avait « *pas donné tous les résultats escomptés.* » Plusieurs raisons à cela : Après des échecs et des répressions de grèves, le nombre de syndiqués diminue : 680 000 en 1911, 300 000 en 1914. Les leaders cégétistes réformistes, comme le secrétaire confédéral Léon Jouhaux, veulent recentrer le syndicat sur ses revendications corporatistes.

De révolutionnaire, le socialisme devient essentiellement parlementaire et, l'armée ne lui faisant plus obstacle, il abandonne l'antimilitarisme radical.

Jean Jaurès est député et dirigeant du Parti socialiste (SFIO). Il est dévoué à l'internationalisme et au pacifisme. Il considère que les socialistes sont les meilleurs patriotes et qu'il n'y a pas là de contradiction avec l'internationalisme. Chaque nation doit fournir son apport original à la civilisation et à la marche vers le socialisme. La paix en est la condition.

« *Maintenir la paix pour sauver le prolétariat universel de l'horrible épreuve et de l'horrible crime d'une guerre mettant aux prises les frères de travail et de misère du monde entier.* [...] »

Plus d'armée de métier, plus d'armée de caste, plus de corps d'officiers aristocratiquement ou bourgeoisement recrutés et élevés à part dans des écoles closes : le peuple lui-même, le peuple en armes, le peuple organisé, le peuple formant ses milices, le peuple choisissant ses chefs, et ces chefs eux-mêmes pénétrés de science, pénétrés de démocratie, mêlés à la vie moderne. Voilà, en attendant l'heure du désarmement général, la forme de l'appareil militaire que l'internationale prescrit pour sauver l'indépendance des nations de toute agression extérieure, tout en empêchant les agressions et la domination de classe sur le peuple asservi. [...]

Oui, le capitalisme et la guerre sont liés, mais l'Internationale ne veut pas que nous attendions passivement, endormis à moitié sur un oreiller doctrinal, la chute du capitalisme pour combattre la guerre. » (Meeting à Paris, septembre 1907)

En 1910, dans son livre *L'Armée nouvelle*, le tribun socialiste préconise une formation paramilitaire dès l'âge de dix ans. Après une période d'instruction de six mois, chaque citoyen effectuerait huit périodes réparties sur treize ans. Pour éviter la guerre qu'il sent imminente, Jaurès soutient, d'une part, le pacifisme bourgeois en faveur de l'arbitrage et de l'élaboration de règles de droit international et, d'autre part, en dernier recours, la grève générale internationale contre la guerre.

⁶⁹ *Le prolétariat contre la guerre*, op. cit. p. 41.

⁷⁰ *Le Gaulois*, 17 décembre 1912, p. 4.

⁷¹ Guillaume Davranche, <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?1912-La-CGT-en-greve-generale> Consulté le 28 mai 2020.

Le revirement d'un important courant de l'antimilitarisme est illustré, jusqu'à la caricature, par Gustave Hervé⁷². Il adhère au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire fondé par Jean Allemane, ancien communard non marxiste, antipatriote et partisan de la grève générale préventive contre la guerre. Avec notamment Miguel Almereyda, Georges Yvetot et Pierre Monatte, Hervé écrit dans l'organe antimilitariste révolutionnaire *Le Conscrit*. Il est rédacteur d'un hebdomadaire du parti de Jean Allemane, *Le Travailleur socialiste de l'Yonne*, et de son supplément au tirage plus important, *Le Pioupiou de l'Yonne*. Ce dernier, diffusé bien au-delà du département, est envoyé gratuitement aux conscrits de l'Yonne aux domiciles desquels les gendarmes tentent assez vainement de le saisir⁷³. En 1901, Hervé écrit dans un article⁷⁴, vilipendé pendant des années dans la presse de droite, que, pour célébrer dignement l'anniversaire de la bataille napoléonienne de Wagram, il faudrait que le colonel plante solennellement le drapeau du régiment dans le fumier. Une *Histoire de France*⁷⁵ dont il est co-auteur interroge : « Avec qui êtes-vous de cœur ? avec les Espagnols, les Russes, les Prussiens défendant leur pays, ou avec les envahisseurs français ? » Le manuel est interdit dans les écoles par le ministre de l'Instruction en tant que « livre de propagande politique⁷⁶ » bien qu'il ne fasse qu'aller à rebours du chauvinisme bien-pensant normatif⁷⁷. Le Ministre de la Guerre poursuit plusieurs fois les collaborateurs des journaux de l'Yonne, pour outrages à l'armée et excitation de militaires à la désobéissance. Aristide Briand les défend et, le 24 novembre 1903, plaide, dit-il, en pleine et entière communion d'idées avec ses amis les coaccusés⁷⁸ (mais quand, quelques années plus tard, il sera Président du Conseil et ministre de l'Intérieur – Le Judas de la place Beauveau, écrit *Le Pioupiou de l'Yonne*⁷⁹ – de nouvelles plaintes frapperont *Le Pioupiou*). Briand interroge « N'a-t-on pas vu à Madagascar, en Chine, les soldats envahir les villes et les villages, les piller et ensuite, embrocher les petits enfants au bout de leurs baïonnettes⁸⁰ ? » Il estime « que l'armée est un milieu de dégradés et de dépravés qui ne raisonnent pas. » Son éloquence est cependant brillamment dépassée par le plaidoyer de l'accusé Jean Lorris non pas pour l'antipatriotisme mais pour un patriotisme de solidarité transcendant les frontières⁸¹. Les jurés acquittent les accusés à chaque procès et, à la fin du premier, offrent leurs indemnités pour financer le numéro suivant du *Pioupiou de*

⁷² Gilles Heuré, « Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944) », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 1997 n° 55, p. 16-28.

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1997_num_55_1_3660 consulté le 29 mai 2020.

⁷³ Nicolas Delasselle, « Lecteurs et souscripteurs du *Pioupiou de l'Yonne* », *Plutôt l'insurrection que la guerre !*, Colloque ADIAMOS 89, Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 4^{ème} trimestre 2005, p. 153-190.

⁷⁴ Un Sans Patrie, « L'Anniversaire de Wagram », *Le Travailleur socialiste de l'Yonne*, n° 69, 20 juillet 1901, p. 1-2 et *Le Pioupiou de l'Yonne*, n° 3, 1902, p. 3.

⁷⁵ Gustave Hervé et Gaston Clémendot, *Histoire de France*, Bibliothèque d'éducation, Paris, 1903.

⁷⁶ Bienvenu Martin, ministre de l'Instruction, *Arrêté relatif à l'interdiction d'un livre dans les écoles publiques*, 5 août 1905.

⁷⁷ Par exemple, E. Lavisser sermonne les écoliers à propos de l'annexion de l'Alsace-Lorraine : « Nos désastres nous apprennent qu'il ne faut pas aimer ceux qui nous haïssent. », *Histoire de France, cours moyen*, A. Colin, Paris, 1912, p. 343.

⁷⁸ *Le Pioupiou en Cour d'Assises, compte rendu complet*, Cassoir, janvier 1904, p. 18

https://get.google.com/albumarchive/114159365253420030658/album/AF1QipPK67bHpwThOiuSAIYG18PcH_Ug4LA9dLWlrArS consulté le 3 janvier 2021.

⁷⁹ Léo Poldès, « Aristide Briand jugé par Aristide Briand », *Le Pioupiou de l'Yonne*, n° 15, septembre 1911, p. 1.

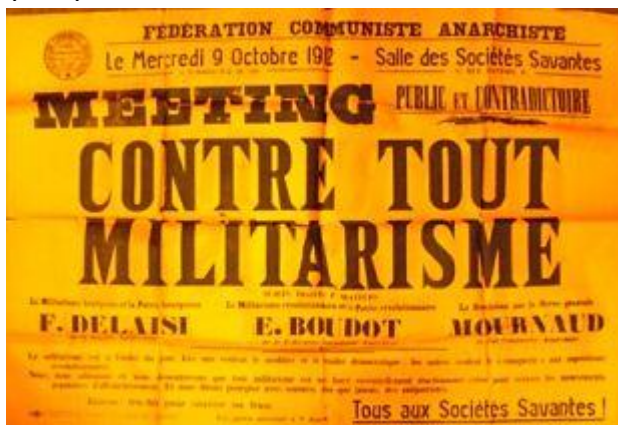
⁸⁰ *Le Pioupiou en Cour d'Assises, op. cit.*, p. 24.

⁸¹ Ibidem, p. 27-36.

*l'Yonne*⁸². Mais, professeur agrégé, Hervé est suspendu, ce qui lui vaut le soutien de nombreuses personnalités. Dans l'Yonne, des centaines de signataires d'affiches et de pétitions vigoureusement antimilitaristes bravent les risques d'inculpations⁸³. Hervé fonde en décembre 1906 le journal antimilitariste et révolutionnaire d'audience nationale au plus fort tirage, *La Guerre sociale*⁸⁴. Il est condamné six fois de 1905 à 1912 pour provocation au meurtre ou à l'insoumission et passe de 1908 à 1912 l'essentiel de sa vie en prison. Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire est absorbé par la SFIO. Hervé y est minoritaire et son antipatriotisme est controversé pour ses outrances relevant de « *l'imbécilité héroïque* », selon Lénine⁸⁵ alors que Trotski le qualifie de « *bouffon révolutionnaire* »⁸⁶. Tandis que la SFIO consacre un quart de ses publications à l'antimilitarisme⁸⁷, Hervé n'exerce sa verve que dans ses propres journaux ; elle ne manque cependant pas d'influence dans le parti et au-delà.

En 1911, de sa prison, il estime nécessaire de réveiller chez le prolétaire « *les vertus guerrières de la race* »⁸⁸. Alors que Jaurès considère comme « *une boutade hargneuse et étourdie*⁸⁹ » la formule du *Manifeste du Parti communiste*, « *Les prolétaires n'ont pas de patrie.* », Hervé, qui signait ses articles « *Sans-Patrie* », se rallie aux thèses jaurésiennes de *L'Armée nouvelle*.

Opposée aux « renégats » de *La Guerre sociale*, la Fédération révolutionnaire communiste est fondée en novembre 1910 et rebaptisée Fédération communiste anarchiste (FCA) en 1912⁹⁰.



« *Allez à la caserne, jeunes gens. Allez-y de bon cœur.* », encourage Gustave Hervé dans un meeting violemment chahuté par la FCA⁹¹. Une affiche de cette dernière pour un meeting⁹² « *Contre tout militarisme* » résume la situation : « *Le militarisme est à l'ordre du jour. Les uns [Jaurès] veulent le modifier et le rendre démocratique. Les autres [Hervé] veulent le "conquérir" aux aspirations révolutionnaires. Nous, nous affirmons que*

*tout militarisme est une force réactionnaire créée pour écraser les mouvements populaires d'affranchissement*⁹³. »

⁸² Michel Cordillot, « L'antimilitarisme dans l'Yonne, mythe ou réalité ? », *Plutôt l'insurrection que la guerre !*, Colloque ADIAMOS 89, Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 4^{ème} trimestre 2005, p. 126.

⁸³ Y compris le responsable du Bureau des affaires militaires de Sens, ibidem, p. 143.

⁸⁴ <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k898140p?rk=21459;2> Consulté le 6 janvier 2021.

⁸⁵ Cité par Jean-Jacques Becker, op. cit. p. 15.

⁸⁶ Léon Trotski, *Ma vie*, chapitre XIX, 1929.

⁸⁷ Frédéric Cépède, op. cit., p. 25-26.

⁸⁸ *La Guerre sociale*, cité par Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir : ouvriers et révolutionnaires face à la guerre : 1909-1914*, Montreuil, L'Insomniaque, 2016, ISBN 978-2-918059-82-0, p. 135

⁸⁹ *L'Armée nouvelle*, Fayard, 2012, p. 398.

⁹⁰ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit.

⁹¹ « M. Hervé salle Wagram, Bagarre, Huit blessés », *Le Matin*, 26 septembre 1912, n° 10 439, p. 1 et 3.

⁹² « Une réunion de libertaires », *L'Humanité*, n° 3098, 10 octobre 1912, p.3.

⁹³ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 276.



Miguel Almereyda, anarchiste, cofondateur de l'Association internationale antimilitariste, est condamné à plusieurs reprises à des années de prison pour des articles dans *La guerre sociale*. Il dérive vers le blanquisme⁹⁴, fonde les Jeunes Gardes Révolutionnaires, groupe de choc célébré par la chanson de Montéhus, et, avec d'autres collaborateurs du journal, adhère au Parti socialiste⁹⁵. En 1913, il crée un quotidien, *Le Bonnet rouge*, et en dirige la rédaction. Le ministre radical Joseph Caillaux finance ce journal et y bénéficie d'articles flagorneurs⁹⁶.

Un mandat d'arrêt est lancé contre les deux secrétaires de la FCA. L'un, Édouard Boudot s'échappe en Belgique. Il a prononcé un discours repris dans *Le Mouvement anarchiste*⁹⁷ détaillant les moyens de sabotage de la mobilisation en cas de

guerre : destruction d'ouvrages d'art ferroviaires, mise hors service de matériels et d'armes. L'autre, Louis Lecoin, est incarcéré. De sa prison, il est vraisemblablement co-rédacteur d'un manuel insurrectionnel *En cas de guerre* expliquant notamment la fabrication d'explosifs⁹⁸.

⁹⁴ Selon Auguste Blanqui (1805-1881), la révolution socialiste doit être le fait d'un petit nombre de personnes organisées de façon disciplinée pour déclencher le moment venu l'insurrection et établir par la force une dictature temporaire.

⁹⁵ Anne Steiner, op. cit., p. 191.

⁹⁶ Ibidem, chapitre 10, *Le Bonnet rouge*.

⁹⁷ N° 4, novembre 1912, cité par Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 288-289.

⁹⁸ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 344-347.



2 Jean Jaurès au Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913

Le 5 mars 1913, un projet de loi prévoit de faire passer la durée du service militaire de deux à trois ans⁹⁹. Le Parti socialiste prône le maintien des deux ans. L'anarcho-syndicaliste Benoît Broutchoux écrit : « *Au lieu de poursuivre la suppression des frontières, des armes, des patries, [... les socialistes] prétendent qu'on peut défendre la France (?) autrement que par le service de trois ans. Nous sommes loin de la lutte des classes* ¹⁰⁰! » Néanmoins, la SFIO, la CGT et la Fédération communiste anarchiste (FCA) participent ensemble à des meetings et des manifestations importantes dont celles du 16 mars^{101, 102}, du 25 mai et du 13 juillet 1913, au Pré-Saint-Gervais, qui, selon les sources, réunissent de 40 000 à 150 000 personnes voire plus^{103, 104, 105}.

En mai, les conscrits de la classe 1910 dont la libération prévue quelques mois plus tard est retardée d'un an s'agitent dans des casernes un peu partout dans le pays. Dans certaines villes, ils défilent par centaines dans la cour de leur caserne ou sur la voie publique, souvent en chantant *L'Internationale* et parfois en fanfare. À Toul, l'ordre est rétabli par la gendarmerie. À Rodez, deux bataillons du 122^{ème} régiment d'infanterie préméditent une sortie collective de la caserne pour aller débaucher une autre garnison. Ce début de mutinerie est étouffé par un officier qui braque un fusil sur les manifestants en criant « *Le premier qui avance est un homme mort* ¹⁰⁶. » Des soldats passent en Conseil de guerre, sont punis de prison ou envoyés en compagnies de discipline^{107, 108}. Des perquisitions dans quatre-vingt-huit villes, des arrestations et des emprisonnements frappent les associations et militants syndicaux et anarchistes^{109, 110}. Le linguiste Paul Passy a engagé l'Union des socialistes chrétiens, dont il est co-fondateur, dans la campagne contre la loi et il a prôné la désertion, le refus de l'impôt et la grève générale¹¹¹. Il est révoqué de son poste de professeur.

⁹⁹ http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/querre_14-18/loi_3_ans/index.asp Consulté le 16 août 2020.

¹⁰⁰ *Le Libéraire*, 8 mars 1913, cité par Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 342.

¹⁰¹ « La manifestation du Pré-Saint-Gervais », *Le Petit Parisien*, n° 13 288, 17 mars 1913, p. 2.

¹⁰² « La manifestation socialiste et syndicaliste contre la loi de trois ans », *Le Matin*, n° 10 611, 17 mars 1913, p. 2.

¹⁰³ Armand Villette, « Kermesse rouge », *Le Gaulois*, n° 13 008, 26 mai 1913, p. 1-2.

¹⁰⁴ « Le Peuple de Paris contre la Loi de Trois ans », *L'Humanité*, n° 3256, 17 mars 1913, p. 1 et 2.

¹⁰⁵ *Le prolétariat contre la guerre*, op. cit. p. 94.

¹⁰⁶ « À Rodez, ce fut une véritable mutinerie militaire », *Le Matin*, n° 10 679, 24 mai 1913, p. 1.

¹⁰⁷ « Les manifestations militaires », *Le Matin*, n° 10 677, 22 mai 1913, p. 1.

¹⁰⁸ D., « Les incidents militaires », *Le Gaulois*, n° 13 009, 27 mai 1913, p. 3.

¹⁰⁹ L. Desmoulins, « Les traîtres », *Le Gaulois*, n° 13 009, 27 mai 1913, p. 1.

¹¹⁰ Armand Villette, « Perquisitions chez les Antimilitaristes », *Le Gaulois*, n° 13 009, 27 mai 1913, p. 3 et d'autres articles sur la même page.

¹¹¹ Klauspeter Baser « Du christianisme social au socialisme chrétien », *Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique*, N° 62, 1999, p. 81.

https://www.persee.fr/doc/chris_0753-2776_1999_num_62_1_2129#chris_0753-2776_1999_num_62_1_T1_0078_0000

Consulté le 16 avril 2020.

Les dissensions internes à la CGT paralysent son action antimilitariste^{112, 113}. Le mot d'ordre de grève générale pour la date prévue de la démobilisation de la classe 1910 n'est pas lancé. « *La C.G.T. ne nous avait point accoutumé à semblable modération.* », commente *Le Figaro*¹¹⁴. Quelques jours plus tard, l'Assemblée nationale renonce à prolonger le service des conscrits prochainement libérables. Mais le projet de loi des trois ans est voté le 19 juillet par l'Assemblée nationale et le 7 août par le Sénat¹¹⁵. Dans *La vie ouvrière*¹¹⁶ dont il est co-fondateur, Pierre Monatte réplique aux critiques des antimilitaristes les plus virulents de la CGT et des anarchistes : « *On sait aujourd'hui qu'il est plus profitable pour l'esprit révolutionnaire de résister à certaines fanfaronnades ultra-révolutionnaires que d'y céder.* » Pourtant le congrès des Jeunesses syndicalistes de la Seine reconnaît que « *l'insoumission est un moyen de lutte contre le militarisme.* » et souhaite s'entendre avec les syndicats étrangers pour qu'ils soutiennent les insoumis en exil¹¹⁷. Les « individualistes » de l'hebdomadaire *l'anarchie* considèrent « *que, si chacun se fait soldat pour aller persuader aux autres de ne pas l'être, ça ne finira jamais.* » et que « *sous l'uniforme, il ne peut y avoir que des esclaves et non des anarchistes.* » Quant aux anarchistes qui vont à la caserne « *comme hommes on doit les plaindre, comme anarchistes, on doit les mépriser*¹¹⁸. » Moins catégorique, le congrès national anarchiste organisé par la FCA se refuse à inciter à la désertion tout en accordant son soutien à ceux qui suivraient cette voie¹¹⁹.

Jusqu'à la création, en 1921, d'un corps de gendarmes mobiles spécialisés dans le maintien de l'ordre et malgré la propagande antimilitariste de la CGT, les conscrits participent régulièrement à la répression des mouvements sociaux. Par exemple, le 1^{er} mai 1906, ce sont 45 000 soldats qui sont déployés lors de la grève générale pour réclamer la journée de huit heures. L'épisode des « Braves soldats du 17^{ème} » qui, en 1907, mettent la crosse en l'air face aux vigneronn languedociens est un contre-exemple qui est largement mythifié. L'insurrection viticole est réprimée par les tirs meurtriers d'autres régiments¹²⁰. En 1907 et 1908, l'armée tue au total 19 manifestants et en blesse 767. L'armée brise les grèves et il arrive que les cheminots grévistes soient convoqués à une période militaire sur leur lieu de travail. Ils risquent alors d'être jugés comme insoumis¹²¹.

La Première guerre mondiale

L'Union sacrée

Alors que diminuent les effectifs de la CGT en crise, le Parti socialiste emporte 102 sièges aux élections législatives de 1914, soit, au détriment de la droite, 27 de plus qu'en 1910. « *Pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès [du parti du 16 juillet 1914] considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays*

¹¹²Adrien Bourse, « La C.G.T. et la loi de trois ans », *Le Matin*, n° 10 732, 16 juillet 1913, p. 2.

¹¹³ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 367-371.

¹¹⁴ Maxime Girard, « À la C.G.T. », n° 197, 16 juillet 1913, p. 2.

¹¹⁵ <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?Mai-1913-Debuts-de-mutineries-dans-les-casernes>
Consulté le 16 avril 2020.

¹¹⁶ « La CGT a-t-elle rectifié le tir ? », 5 août 1913, cité par Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 375.

¹¹⁷ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 376-377.

¹¹⁸ Levieux, « Faut-il désertir ? », *l'anarchie*, n° 157, 9 avril 1908, p. 1.

¹¹⁹ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 404-407.

¹²⁰ Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis*, op. cit., p. 130-131.

¹²¹ Michel Auvray, « Le Sou du soldat », op. cit., p. 13-22.

intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives¹²². » Chacun sait pourtant que les gouvernements n'envisagent aucun arbitrage. Le lendemain, *L'Aurore*, prémonitoire, commente : « Les résolutions du Congrès Socialiste ne doivent effrayer personne. Elles sont, à notre avis, de pure forme. Personne ne croit qu'une grève générale puisse, à un moment donné, et surtout lors d'une déclaration de guerre entre deux peuples, être simultanée. L'état actuel de l'Europe interdit tout espoir à ce sujet¹²³. » Pourquoi Jean Jaurès a-t-il défendu cette proposition ? Selon Annie Kriegel¹²⁴, il ambitionne contre la guerre l'alliance internationale entre les mouvements socialistes et syndicalistes et espère des concessions de toutes parts. Pour lui, les syndicats doivent glisser d'une aléatoire grève insurrectionnelle à la grève ouvrière, c'est-à-dire accorder la priorité à la paix. Il est éloigné des conceptions léninistes qui veulent utiliser la guerre comme outil révolutionnaire et craint que l'Allemagne ne déclare la guerre en croyant la France affaiblie par un mot d'ordre insurrectionnel. Pour parer aux objections des guesdistes de son parti et des socialistes allemands et autrichiens, tous défavorables à la grève générale, il entoure cette dernière de conditions : un préalable, qu'elle soit « *simultanément et internationalement organisée* » et un objectif immédiat, « *le recours à l'arbitrage* », « *pour prévenir et empêcher la guerre* » et non pour l'arrêter une fois déclarée. Il défend encore le 19 juillet l'indispensable simultanéité internationale de la grève pour « *établir un concert des prolétaires des deux pays sur lesquels se lève la menace de l'orage* » et « *pour sauver à la fois la paix et la patrie*¹²⁵. » Il fait toutes ses démarches dans la perspective du congrès de l'Internationale ouvrière prévu prochainement où il espère rallier le SPD à ses vues sans être gêné par le radicalisme de la CGT. Celle-ci va en effet abandonner les décisions antimilitaristes de ses congrès et se rallier à la ligne du Parti socialiste comme Jaurès l'espérait, mais trop tard pour qu'il le sache : le soir même de son assassinat.

Le 23 juillet 1914, l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie est une des dernières marches dans l'escalade vers la guerre mondiale. « *Le tumulte des événements se précipite dans un monde obscur et affolé.* » déplore Jean Jaurès¹²⁶. Le 27 juillet, à l'appel lancé le matin même par le quotidien *La Bataille syndicaliste*, des milliers de personnes manifestent à Paris contre la guerre¹²⁷. « *Il apparaîtra clairement que la C. G. T. prend toutes ses dispositions pour réaliser la grève générale inscrite par tous ses congrès en tête de ses moyens d'action en cas de conflit armé international.* », commente l'organe du Parti Radical et radical socialiste¹²⁸. Gustave Hervé affirme pourtant : « *S'il y a quelque chose qui est certain, c'est que ni le Parti socialiste, ni la C.G.T., ni personne ne tentera quoi que ce soit contre la mobilisation*¹²⁹. »

L'Internationale, dont l'optimisme est désemparé par la rapidité de la crise, est totalement impuissante à opposer un front commun. Le 28 juillet, quelques heures avant la

¹²² « La question de l'Impérialisme devant le Congrès Socialiste », *L'Humanité*, n° 3743, 17 juillet 1914.

¹²³ Maxime Vuillaume, « Contre la guerre », *L'Aurore* n° 6 070, 17 juillet 1914, p. 1.

¹²⁴ Annie Kriegel, « Jaurès en juillet 1914 », *Le Mouvement social* n° 49, « 1914 : La guerre et la classe ouvrière européenne », octobre-décembre 1964, p. 63-77.

¹²⁵ Jean Jaurès, « Ridicule sophisme », *L'Humanité*, n° 3745, 19 juillet 1914, p. 1.

¹²⁶ « Le temps de penser », *L'Humanité*, n° 3754, 28 juillet 1914, p. 1.

¹²⁷ « La soirée sur les boulevards, Bagarres, Chants révolutionnaires, Agents blessés, 800 arrestations », *Le petit Parisien*, n° 13 786, 28 juillet 1914, p. 3.

¹²⁸ « La C. G. T. mobilise contre la guerre », *Le Radical*, 28 juillet 1914, p. 4.

¹²⁹ Gustave Hervé, *La Guerre sociale*, 28 juillet 1914, cité par *Le Bonnet rouge*, n° 146, 31 juillet 1914, p. 2.

déclaration de guerre à la Serbie, *L'Humanité*¹³⁰ publie trois manifestes séparés des sections française, allemande et italienne de l'Internationale qui en appellent à leurs gouvernements respectifs. « *Le gouvernement français dans la crise présente a le souci très net et très sincère d'écarter ou d'atténuer les risques de conflits.* », estime le PS.

Avant une manifestation anti-belliciste appelée par les syndicats, Miguel Almereyda réclame « Du sang froid ¹³¹ » : « *Quand la vie de millions d'hommes et l'avenir de la civilisation sont en jeu, le devoir est d'imposer légalement silence aux énergumènes de droite et aux têtes brûlées de gauche.* »

Le Comité confédéral de la CGT publie un manifeste en faveur de la paix qui déclare notamment que « *les gouvernants de ce pays ont le peuple français avec eux si, comme on le dit, ils travaillent sincèrement à la paix*¹³². » Faute d'appeler à la grève, il s'aligne sur la position minimaliste de l'Internationale et « *réclame de toutes les organisations ouvrières une attitude ferme.* » Alfred Rosmer écrit à Pierre Monatte, son ami à *La Vie ouvrière*, « *On se met à la remorque des pacifistes de gouvernement. Tout cela te donne une idée du désarroi qui règne ici*¹³³. » Néanmoins, des rassemblements anti-guerre ont lieu dans plusieurs villes, par exemple de 20 000 personnes à Lyon. La féministe et pacifiste Hélène Brion, du comité confédéral, appelle les femmes à manifester¹³⁴.

L'antimilitarisme ne résiste pas à l'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet 1914, et au déclenchement de la Première guerre mondiale. La conscience de classe s'efface devant le patriotisme. La station de métro *Rue d'Allemagne* est rebaptisée *Jean Jaurès* dès le lendemain de la mort du leader socialiste.

Les militants redoutent l'arrestation imminente prévue en cas de mobilisation générale des antimilitaristes recensés par la gendarmerie dans le *Carnet B*. Le ministre de l'Intérieur, le radical Messimy, demande au Conseil des ministres du 29 juillet « *Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire ! Que ces gens-là ne s'imaginent pas qu'ils seront simplement enfermés en prison. [...] Nous les enverrons aux premières lignes de feu ; s'ils ne marchent pas, eh bien ! ils recevront des balles par devant et par derrière. Après, nous en serons débarrassés*¹³⁵. » Louis Malvy, ministre de l'Intérieur, est le seul à protester. Il reçoit l'ex-anarchiste Almereyda qui le convainc de renoncer aux arrestations des recensés du *Carnet B*¹³⁶ et qui dira que, à la suite de son intervention, les anarchistes sont les meilleurs agents de la défense nationale. « *Je ne ferais rien pour arrêter la guerre.* », affirme-t-il¹³⁷. Il rejette « *l'injure de croire qu'en cas de guerre défensive, nous serions assez criminels pour nous opposer à la mobilisation. [...] Je considérerais comme un outrage sanglant d'être tenu à l'écart de la défense nationale*¹³⁸. »

À la quasi-unanimité, le Comité confédéral de la CGT renonce à l'appel à la grève générale. Après l'ordre de mobilisation du 1^{er} août, les syndicalistes et les anarchistes constatent leur démoralisante impuissance. Le 2 août, le meeting du PS prévu « contre la guerre » devient « pour la défense nationale ». À l'exception des russes et des roumains, tous

¹³⁰ « L'Internationale contre la guerre », *L'Humanité*, n° 3754, 28 juillet 1914, p. 1.

¹³¹ « Du sang froid ! », *Le Bonnet rouge*, n° 143, 28 juillet 1914, p. 1.

¹³² « En Faveur de la Paix », *Le Bonnet rouge*, n° 146, 31 juillet 1914, p. 2.

¹³³ Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit., p. 497.

¹³⁴ « Aux féministes, aux femmes », *La Bataille syndicaliste*, n° 1 199, 30 juillet 1914, p. 3.

¹³⁵ « Propos féroces », *La bataille syndicaliste*, n° 1 199, 30 juillet 1914, p. 1.

¹³⁶ Anne Steiner, op. cit., p. 216-217.

¹³⁷ « Le retour », *Le Bonnet rouge*, 17 septembre 1914, p. 1.

¹³⁸ « Nos guerres », *Le Bonnet rouge*, 3 août 1914, p. 1.

les partis socialistes collaborent à leur propre défense nationale (Union sacrée en France, Burgfrieden en Allemagne).

« *Le syndicalisme officiel, représenté par Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., perdit ses couleurs en vingt-quatre heures. Il avait rejeté "l'étatisme" en temps de paix ; il se mit à genoux devant l'État en temps de guerre*¹³⁹. » (Trotski)

En effet, Jouhaux déclarait deux ans plus tôt : « *Nous empêcherons la mobilisation, les tueries fratricides, par la mobilisation des forces ouvrières. [...] Guerre à la guerre par tous les moyens, même les plus violents*¹⁴⁰ ! »

Le 4 août, le gouvernement a convié avec succès toutes les tendances politiques aux obsèques de Jean Jaurès comme symbole de la concorde nationale face à la guerre déclarée par l'Allemagne. Léon Jouhaux déclare : « *Avant d'aller au grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme. [...] Jaurès, ton souvenir impérissable nous guidera dans la lutte terrible où nous entrons. Il se dressera devant nous comme un flambeau que la tourmente ne pourra éteindre*¹⁴¹. » Enthousiasmé par ce discours, « *le plus beau de la journée* », l'ultra-nationaliste Maurice Barrès a cette envolée lyrique : « *Avant même qu'elle ait jeté sur notre nation sa pluie de sang, la guerre, rien que par ses approches, nous fait déjà sentir ses forces régénératrices. C'est une résurrection*¹⁴². »

Le même jour, la CGT rejoint « l'Union sacrée » réclamée par Poincaré contre l'Allemagne. Le 8 août, *La Bataille syndicale* écrit « *Il n'y a pas huit jours, nous maudissions la guerre comme un odieux retour à la barbarie. Nous l'acclamons aujourd'hui comme un instrument de délivrance. [...] Partez sans amertume, partez sans regret, camarades ouvriers C'est bien pour la révolution que vous allez combattre*¹⁴³. »

La mobilisation des hommes réduit brutalement le lectorat du *Bonnet rouge*. Des subsides pour compenser la perte financière sont sollicités et obtenus sur les fonds secrets du ministre Malvy puis de la part du lobby du commerce de l'alcool et de Citroën, fabricant d'obus. Un fabricant de masques à gaz rétribue le marché obtenu du gouvernement grâce à Almereyda. « *La courbe de son destin, partie des bas-fonds de Paris, montée au zénith de la combativité révolutionnaire, finissait dans la pourriture, sous les coffres-forts.* », déplore, dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire*¹⁴⁴, Victor Serge qui avait aussi écrit dans *La Guerre sociale*.

À l'été 1914, Gustave Hervé demande solennellement à être incorporé « *dans le premier régiment d'infanterie qui partira pour la frontière.* » Il s'interroge dès septembre 1914 : « *L'internationale ouvrière ? qui ne voit que la guerre l'a jetée par terre ?* » En 1916, il est exclu de sa fédération de la SFIO¹⁴⁵. Son journal, qu'il rebaptise *La Victoire*, a alors un tirage supérieur à ceux du *Figaro* ou de *L'Humanité*. Il fustige le « *vieux socialisme boche de lutte de classes.* » Il dénigre l'esprit des Lumières et le prolétariat. « *Le socialisme [...] en admettant que les conditions économiques soient réalisées, ne durerait pas huit jours avec la pauvre*

¹³⁹ Léon Trotski, op. cit.

¹⁴⁰ « Les Travailleurs du Bâtiment de la Seine s'élèvent contre le Crime de l'Estaque, contre la Guerre et contre les poursuites intentées au Sou du Soldat », *La bataille syndicaliste*, n° 572, 18 novembre 1912, p. 2.

¹⁴¹ « Les obsèques de Jaurès », *L'Humanité*, n° 3762, 5 août 1914, p. 1.

¹⁴² Maurice Barrès, « Le jour sacré », *L'Écho de Paris*, n° 10 948, 5 août 1914, p. 1.

¹⁴³ Charles-Albert, « Partez sans amertume », n° 1 199, p. 1.

¹⁴⁴ Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire (1940-1941)*, Éditions du Seuil, Points, Politique, Po 94, 1978, p. 70.

¹⁴⁵ [Le Radical, 26 septembre 1918](#), p. 2, consulté le 9 novembre 2020.

*humanité qui compose la masse des prolétaires "conscients et organisés"*¹⁴⁶. » En 1925, il fonde le Parti de la République autoritaire¹⁴⁷ et, en 1935, publie une série d'articles : « *C'est Pétain qu'il nous faut*¹⁴⁸. ». Il s'oppose cependant à l'antisémitisme, contrairement à un autre ancien rédacteur du *Pioupiau de l'Yonne* et de *La Guerre sociale* et de nombreuses publications anarchistes, Urbain Gohier. Celui-ci a toujours défendu des positions paradoxales : syndicaliste et monarchiste, antisémite mais dreyfusard par antimilitarisme. Dans des pamphlets il a prétendu que Jean Jaurès était aux ordres de l'Allemagne et menacé « *S'il y a en France un chef à ce moment-là qui soit un homme, M. Jaurès sera "collé au mur", en même temps que les affiches de mobilisation*¹⁴⁹. » À la fin de la Deuxième guerre mondiale, il est condamné comme collaborateur et journaliste de l'hebdomadaire antisémite *Au Pilon*.

Opposés à l'Union sacrée, Pierre Monatte et Alfred Rosmer, du journal de la CGT *La Vie ouvrière*, refusent de soumettre à la censure la publication qui doit dès lors cesser de paraître. Rosmer accuse : « *En France, le socialisme et le syndicalisme ont abandonné la classe ouvrière dans le moment le plus grave, le plus douloureux*¹⁵⁰. »

Libéré en 1916 après quatre années de prison, Victor Serge découvre que Jules Guesde et Marcel Sembat¹⁵¹ sont ministres, qu'un avocat socialiste défend l'assassin de Jaurès, que Kropotkine et Jean Grave ont signé un appel pour la guerre, que des anarchistes sont des médaillés militaires et que bien d'autres sont morts au combat. Il commente : « *Dehors, je pense que nous eussions suivi le courant et compris instantanément qu'en dépit de toutes les considérations théoriques un pays assailli, s'il n'est pas en pleine crise sociale, ne peut que se défendre ; des réflexes primordiaux jouent, infiniment supérieurs aux convictions ; le sentiment de la nation menacée prévaut*¹⁵². »

En 1915, Lénine estime que « *l'idéologie nationale (la tradition de 1792)* » atteste « *d'une défaillance petite bourgeoise [...] qui fut une des causes de l'échec de la Commune*¹⁵³. »

L'historien Michel Winock explique ainsi le patriotisme des socialistes : « *Les socialismes français et allemand sont déjà trop intégrés à leurs patries respectives pour n'en être pas solidaires. L'antipatriotisme d'un Lénine, qui prendra, la guerre venue, la forme du "défaitisme révolutionnaire" [...] n'était possible que là où le socialisme s'opposait absolument au régime politique établi, que là où, interdit et traqué, il ne pouvait envisager de progresser*

¹⁴⁶ Gilles Heuré, « Gustave Hervé, intellectuel-militant », *Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle*, n° 15, Les anti-intellectualismes, 1997, p. 44.

¹⁴⁷ [La Croix, 28 octobre 1925](#), n° 13 077, p. 2, consulté le 9 novembre 2020.

¹⁴⁸ Éditions de la Victoire. 4 novembre 1935, 84 p.

¹⁴⁹ Urbain Gohier, *La Sociale*, p. 55, cité par « Comment on arme le revolver d'un assassin », *Le Bonnet rouge*, n° 148, 2 août 1914, surlendemain de la mort de Jaurès, p. 1.

¹⁵⁰ *Lettre aux abonnés de La Vie ouvrière*, 1^{er} novembre 1915, cité par Jean-Marc Schiappa, « L'Antimilitarisme et le mouvement ouvrier », *Actes du colloque de Saint-Nazaire, 29 et 30 novembre 2015, Déserteurs, mutins, pacifistes, antimilitaristes de tous les pays, unissez-vous !*, Les Éditions de la Libre Pensée, Paris, 2016, p. 357.

¹⁵¹ En novembre 1912, Marcel Sembat, était applaudi lors d'un discours : « *En temps de guerre, ce sont encore les cadavres des ouvriers qui pourrissent pour engraisser la terre. C'est Schneider (fabricant français d'armements, N. d. a.), citoyens qui se fait de la réclame avec vos cadavres.* », « La Manifestation du Pré-Saint-Gervais », *La bataille syndicaliste*, n° 572, 18 novembre 1912, p. 2.

¹⁵² Victor Serge, op.cit., p. 56-59.

¹⁵³ Lénine, « Le mot d'ordre des marxistes est celui de la social-démocratie révolutionnaire », *Le socialisme et la guerre*, 1915.
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800b.htm>

et de triompher que par l'écroulement de l'État en place, que là où les révolutionnaires n'avaient à perdre que leurs chaînes — fût-ce au prix de la défaite militaire¹⁵⁴. »

Socialistes et syndicalistes minoritaires, anarchistes et féministes contre la guerre



3 Wilhelm Liebknecht (au milieu debout au pupitre), August Bebel (à droite, qu'on voit de profil) et Adolf Hepner, derrière Bebel, lors du procès pour haute trahison de Leipzig du 11 au 26 mars 1872

Wilhelm Liebknecht a été cofondateur du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Il a refusé avec August Bebel de voter les crédits pour la guerre franco-allemande de 1870¹⁵⁵, s'est opposé à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine et s'est solidarisé en 1871 avec la Commune de Paris, ce qui lui a valu d'être arrêté et condamné à deux ans de forteresse pour haute trahison. Son fils, Karl Liebknecht, publie en 1907 *Militarisme* et *antimilitarisme*, un pamphlet antimilitariste pour lequel il est condamné à un an et demi de forteresse pour haute trahison. Encore

emprisonné, il est élu député à la Chambre des représentants de Prusse. Il siège comme député au Reichstag allemand à partir de 1912. Comme treize autres députés du SPD opposés aux crédits de guerre, c'est par discipline de parti qu'il les vote en août 1914¹⁵⁶. Mais, le 2 décembre 1914, il est le premier à voter contre eux au Reichstag. Il déclare : « *En élevant une protestation contre la guerre, ses responsables et ceux qui la mènent, contre la politique générale qui l'a provoquée, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité de la Belgique, contre la dictature militaire, contre l'oubli des devoirs politiques et sociaux dont les classes dirigeantes se rendent coupables aussi et surtout maintenant, nous refusons les crédits demandés*¹⁵⁷. » Son groupe parlementaire l'exclut alors pour désobéissance à ses consignes de vote. Il en sera de même pour les dix-neuf élus qui l'imiteront l'année suivante. En 1917, tous les opposants à la guerre sont exclus du SPD. Rosa Luxembourg accuse Kautsky de vouloir corriger le *Manifeste du Parti communiste* par la phrase « *Prolétaires de*

¹⁵⁴ Michel Winock, op. cit., p.421.

¹⁵⁵ « *Nous nous abstenons donc de voter, en exprimant avec confiance l'espoir que les peuples d'Europe, instruits par les funestes événements actuels, mettront tout en œuvre pour conquérir le droit à disposer d'eux-mêmes et pour éliminer la domination des armes et le pouvoir de classe, qui sont à l'origine de tout le mal politique et social.* », Wilhelm Liebknecht et August Bebel devant le parlement d'Allemagne du Nord, 21 juillet 1870.

¹⁵⁶ Vincent Prsumey, « Le mouvement ouvrier et socialiste face à l'entrée en guerre », in *Actes du colloque de Francheville, 27 juin 2015, La résistance à la Guerre de 1914-1918*, Éditions de la Libre Pensée, Paris, 2016, p. 19.

¹⁵⁷ Karl Liebknecht (trad. : Marcel Ollivier, choix de textes et présentation : Claudie Weill), *Militarisme, guerre, révolution*, Paris, François Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste » (n° 17), octobre 1970, 270 p., p. 133.

*tous les pays, unissez-vous en temps de paix et tranchez-vous la gorge en temps de guerre*¹⁵⁸ ! »

Le premier mai 1916, lors d'une manifestation anti-belliciste, Liebknicht est arrêté alors qu'il crie « *À bas le gouvernement ! À bas la guerre !* », ce qu'il répétera lors de son procès¹⁵⁹. Accusé de haute trahison, il est emprisonné jusqu'en octobre 1918.

Pendant la guerre, les réfractaires restent très minoritaires et sont réprimés. Les Amis du *Libertaire*, le journal officieux de la Fédération communiste anarchiste, sont parmi les plus actifs, notamment Louis Lecoq qui, un demi-siècle plus tard, sera toujours du combat antimilitariste et pour l'objection de conscience.

En janvier 1915, l'Union des syndicats du Rhône vote à l'unanimité une *Déclaration contre la guerre*.

En 1915, la section de la Charente de la Fédération Nationale des Syndicats d'Institutrices et d'Instituteurs publics publie *Les Instituteurs syndicalistes et la guerre*.

« *Ce que nous n'accepterons jamais, ce que nous repoussons du pied avec une répugnance méprisante, c'est cette prétention du gouvernement de la République à nous transformer en agents politiques de la plus basse espèce, en propagandistes "anti-boches", en missionnaires de la haine la plus aveugle, enfin – honte et infamie ! – en bourreurs de crânes à l'usage de nos propres élèves*¹⁶⁰. »

Les instituteurs Marie et François Mayoux sont révoqués de l'enseignement pour « *propos défaitistes* » et condamnés à deux ans de prison pour pacifisme comme auteurs du manifeste et pour leurs papillons *Assez d'hommes tués, la Paix !* et *La Paix sans annexions, sans conquêtes, sans indemnités*¹⁶¹.

En février 1915, trente-six anarchistes dont Alexandre Berkman, Emma Goldman, Errico Malatesta et Ferdinand Domela Nieuwenhuis publient à Londres une déclaration antimilitariste intitulée « *L'Internationale Anarchiste et la Guerre* ».

« *Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense. [...] Il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités*¹⁶². »

Contradictoirement, un an plus tard, le « Manifeste des seize », signé par des anarchistes interventionnistes dont Pierre Kropotkine et Jean Grave, rallie l'Union sacrée : « *Nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population*¹⁶³. »

Sébastien Faure a rompu avec Gustave Hervé dès 1912. Il signe plusieurs appels et manifestes pour une paix blanche. Dans son journal *Ce qu'il faut dire...*, où écrivent Benoît

¹⁵⁸ Rosa Luxembourg, Lettre au *Labour leader*, citée par Gilbert Badia, « L'attitude de la gauche social-démocrate allemande dans les premiers mois de la guerre », *Le Mouvement social* n° 49, « 1914 : La guerre et la classe ouvrière européenne », octobre-décembre 1964, p. 90.

¹⁵⁹ Karl Liebknicht, op. cit., p 174-175.

¹⁶⁰ http://www.jaures.eu/ressources/guerre_paix/institutrices-et-instituteurs-contre-la-propagande-et-contre-la-guerre-1917 consulté le 12 décembre 2020.

¹⁶¹ Leur fils Jehan Mayoux est insoumis en 1939 et, durant la guerre d'Algérie, il réclame le droit à l'insoumission en signant le manifeste des 121.

¹⁶² http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=2040 consulté le 13 décembre 2020.

¹⁶³ *La Bataille syndicaliste*, 14 avril 1916.

Broutchoux et la pacifiste Madeleine Vernet, il tente malgré de larges coupes de la censure de prendre le contre-pied des va-t-en-guerre.

En janvier 1915, Louise Saumoneau fonde le Comité d'action féministe socialiste pour la paix contre le chauvinisme. Elle répond ainsi à l'appel « *Aux femmes socialistes de tous les pays* », de la féministe allemande Clara Zetkin. En mars 1915, celle-ci, en tant que présidente de l'Internationale socialiste des femmes, réunit à Berne un Congrès international des femmes pour la paix. Louise Saumoneau est la seule française à contourner l'interdiction de se rendre à cette réunion. Des femmes issues de la plupart des pays belligérants déclarent alors « *guerre à la guerre* », conformément aux principes originels de l'Internationale socialiste.

« *Le travail de la classe exploitée accumule des quantités de marchandises que les masses, trop pauvres, ne peuvent pas consommer. Pour que ces marchandises puissent s'écouler, il faut, qu'après les avoir créées par son travail, l'ouvrier donne son sang pour leur ouvrir de nouveaux marchés extérieurs. Des colonies doivent être conquises pour que les capitalistes volent les richesses et les terrains et exploitent une nouvelle main-d'œuvre.*

Le but de cette guerre est donc, non la défense de la Patrie, mais son agrandissement. Ainsi le veut le système capitaliste qui ne peut subsister que par l'exploitation de l'homme par l'homme. [...]

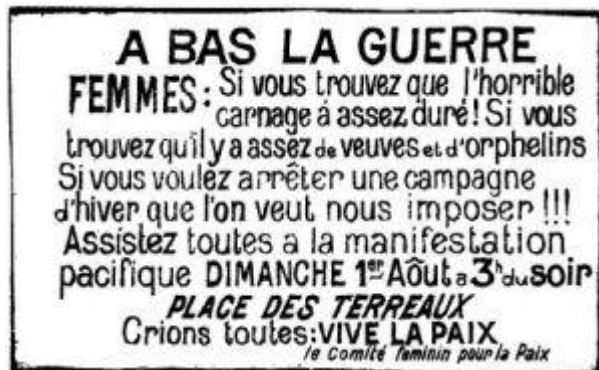
Ce que vos maris et vos fils ne peuvent exprimer, c'est à vous de le dire [...] :

Seul le Socialisme est la paix future de l'Humanité. [...]

À bas la guerre ! par et pour le socialisme¹⁶⁴ ! »

Clara Zetkin est emprisonnée à son retour en Allemagne pour la tenue de cette conférence.

Un « Comité féminin pour la Paix » se constitue à Lyon et tente d'organiser une « manifestation pacifique » sur la Place des Terreaux, le 1^{er} août 1915.



Une Ligue féminine d'action syndicale lance à Lyon un appel aux syndiqués pour une paix quelle qu'elle soit, « *toujours plus honorable que l'horrible carnage qui déshonore le monde. [...] La guerre ne peut pas être faite au nom du droit et de la civilisation¹⁶⁵.* »

En août 1915, la Conférence nationale de la CGT rejette une motion dénonçant l'Union sacrée, « *Cette guerre n'est pas la nôtre¹⁶⁶* » d'Alphonse Merrheim. Avant la guerre, celui-ci avait mis en garde contre les surenchères antipatriotes des hervéistes, désormais « sociaux-chauvins », et avait lucidement signifié « *à la classe ouvrière que, le jour d'une déclaration de guerre, il n'y aurait pas de C.G.T., pas de mot d'ordre¹⁶⁷.* »

En septembre 1915, une conférence réunit à Zimmerwald, en Suisse, trente-huit délégués socialistes de douze pays, opposants à la participation des partis de l'Internationale

¹⁶⁴ Conférence internationale des femmes socialistes, *Femmes du prolétariat : Où sont vos maris ? où sont vos fils ?*, Berne, mars 1915.

<http://archivesautonomies.org/spip.php?article1961> consulté le 19 décembre 2020.

¹⁶⁵ Ligue féminine d'action syndicale, *Circulaire*, Lyon, 4 septembre 1915.

<http://archivesautonomies.org/spip.php?article4381> consulté le 19 décembre 2020.

¹⁶⁶ Jean-Marc Schiappa « L'Antimilitarisme et le mouvement ouvrier », *op. cit.*, p. 358.

¹⁶⁷ Au congrès extraordinaire de la CGT de novembre 1912, cité par Jacques Julliard, « La C.G.T. devant la guerre (1900-1914) », *Le Mouvement social* n° 49, « 1914 : La guerre et la classe ouvrière européenne », octobre-décembre 1964, p. 52.

aux « unions sacrées » nationales^{168,169}. La majorité internationaliste souhaite une paix blanche dans le cadre d'une lutte de classe pour le socialisme. La minorité, dont Lénine est une figure notoire, veut transformer la guerre impérialiste en révolution anticapitaliste. Constatant la trahison du « social chauvinisme » et la faillite de la II^{ème} Internationale, elle a l'intention d'en créer une nouvelle en rupture avec les sociaux-démocrates. Liebknecht, alors emprisonné, a adressé un message : « *Vive la paix future entre les peuples ! Vive l'antimilitarisme ! Vive le socialisme révolutionnaire international, libérateur des peuples* ¹⁷⁰ ! »

À la suite et dans l'esprit de cette conférence, des minoritaires du Parti socialiste et de la CGT, dont Merrheim (secrétaire), Monatte et Rosmer, créent en France le Comité pour la reprise des relations internationales^{171, 172}. Ils le font « *sur les bases de la solidarité des masses ouvrières de tous les pays ; sur les principes de la "Lutte des classes", de la lutte contre tous les militarismes, contre tous les impérialismes et la guerre* ¹⁷³. » Le Comité d'action féministe socialiste pour la paix contre le chauvinisme s'intègre à cette nouvelle organisation.

Les deux premiers points de la profession de foi pour les élections législatives de 1914 du député SFIO Pierre Brizon avait été : « *À bas les trois ans !* » et « *À bas le militarisme qui nous écrase !* »¹⁷⁴. Brizon soutient d'abord l'Union sacrée mais avec deux autres députés socialistes, Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens, il assiste, en avril 1916, à Kienthal (Suisse), à une conférence analogue à celle de Zimmerwald¹⁷⁵. Pour la première fois en France, ces trois élus votent contre les crédits de guerre le 24 juin 1916¹⁷⁶.

Marcelle Capy, rédactrice à *La Bataille syndicaliste*, en démissionne par désaccord avec sa ligne d'Union sacrée. Son recueil d'articles pacifistes *Une voix de femme dans la mêlée* est largement censuré¹⁷⁷. Elle travaille anonymement dans une usine d'armement et dénonce, dans le magazine *La Voix des Femmes*, les conditions du travail féminin. Avec Pierre Brizon, son futur époux, elle crée le journal à grand tirage *La Vague*, sous-titré « *Pacifiste – Socialiste – Féministe* ».

En 1917, une conférence de l'Internationale socialiste envisagée à Stockholm est retardée, notamment à cause de l'opposition ou des réticences des militants de plusieurs pays. Par exemple, le syndicat britannique des gens de mer annonce son refus de transporter d'éventuels délégués¹⁷⁸.

Hélène Brion, syndicaliste et membre de la direction du Comité pour la reprise des relations internationales, diffuse en 1917, comme les Mayoux, des brochures, des tracts et des papillons. Elle comparaît devant le premier Conseil de guerre, du 25 au 31 mars 1918, sous l'inculpation de propagande défaitiste. Elle y fait une déclaration féministe :

¹⁶⁸ Julien Chuzeville, *Zimmerwald, l'internationalisme contre la Première Guerre mondiale*, éditions Demopolis, Paris, 2015. ISBN 978-2-35457-084-2.

¹⁶⁹ Compte-rendu officiel et Manifeste :

https://www.marxists.org/francais/inter_com/1915/zimmerwald.htm consulté le 1^{er} janvier 2021.

¹⁷⁰ Karl Liebknecht, op. cit., p 149.

¹⁷¹ <http://archivesautonomies.org/IMG/pdf/antimilitarisme/14-18/crri/1916-01-organisations-socialistes-syndicales.pdf> consulté le 14 décembre 2020.

¹⁷² Olivier Mathieu et Pierre Roy, « Le Comité pour la reprise des relations internationales, et la résistance à la guerre en France », *Actes du colloque de Franchesse*, op. cit., p. 91-110.

¹⁷³ Comité pour la reprise des relations internationales, *À l'Internationale*, janvier 1916,

<http://archivesautonomies.org/spip.php?article4384#nb5> consulté le 14 décembre 2020.

¹⁷⁴ <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6462705x/f92.image> consulté le 14 décembre 2020.

¹⁷⁵ Haksu Lee, « Jean Jaurès dans l'Allier rouge », *Cahiers Jaurès*, 2001/2, n° 60, p. 38-62.

¹⁷⁶ *Journal officiel de la République française*, 26 juin 1916.

¹⁷⁷ « Une voix de femme dans la mêlée », *Le Siècle*, n° 1 713, 27 mai 1916, p. 2.

¹⁷⁸ Jean-Jacques Becker, op. cit., p. 21.

« Je comparais ici comme inculpée de délit politique : or je suis dépouillée de tous droits politiques. [...] La loi devrait être logique et ignorer mon existence, lorsqu'il s'agit de sanctions, autant qu'elle l'ignore lorsqu'il s'agit de droits. [...] Je suis ennemie de la guerre, parce que féministe. La guerre est le triomphe de la force brutale ; le féministe ne peut triompher que par la force morale et la valeur intellectuelle¹⁷⁹. »

Elle est condamnée à trois ans de prison avec sursis et révoquée de l'enseignement.

Les 6 et 7 novembre 1917, c'est en France la rupture de l'Union sacrée. Au même moment éclate la Révolution d'Octobre en Russie. Dans les heures qui suivent le déclenchement de la révolution, Lénine fait approuver le *Décret sur la paix*. Il annonce l'abolition de la diplomatie secrète et la proposition, à tous les pays en guerre, d'entamer des pourparlers « *en vue d'une paix équitable et démocratique, immédiate, sans annexions et sans indemnités* ». Seule l'Allemagne accepte.

Rosa Luxembourg tire le bilan¹⁸⁰ : « *Le vieux cri orgueilleux : "Travailleurs de tous pays, unissez-vous !" avait été remplacé sur les champs de bataille par celui de : "Travailleurs de tous les pays, égorgez-vous !". Jamais dans l'histoire du monde un parti politique n'avait connu une aussi misérable banqueroute, jamais un fier idéal n'avait été trahi de façon aussi scandaleuse.* »

Le 9 novembre 1918, Liebknecht proclame à Berlin la République socialiste. Le 15 janvier 1919, quinze jours après qu'ils ont participé au congrès de création du Parti communiste allemand, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés.

Le Parti communiste dans l'entre-deux-guerres

Après 1918, le courant pacifiste auquel participent beaucoup d'anciens combattants prend le dessus sur le thème « *Plus jamais la guerre !* ». Des campagnes sont menées pour la réhabilitation des soldats fusillés pour l'exemple pendant la guerre. D'autres le sont pour la défense des objecteurs de conscience, notamment autour des figures de Louis Lecoin et Gérard Leretour en France et de Hem Day et Léo Campion en Belgique. Petit à petit, avec la montée du fascisme et du nazisme dans les années 30, le pacifisme perd de l'importance et dérive pour certains vers la collaboration.

Créée en 1919 à Amsterdam, la Fédération syndicale internationale (FSI) appelle à faire entrer l'Allemagne au sein de la SDN, préconise le remboursement des dommages de guerre par les sociétés capitalistes qui ont profité du conflit et réclame, avec force, le désarmement. Une résolution, votée au Congrès international de Rome en 1922, cite la lutte contre le militarisme et la guerre parmi les tâches essentielles d'un syndicat : les travailleurs ont le devoir de s'opposer à toutes les guerres, y compris par le recours à la grève générale.

On sait que ces souhaits seront aussi inefficaces que ceux de la génération précédente qui a eu le mérite de s'engager massivement, comme jamais, dans la lutte anti-guerre.

La Confédération générale du travail - Syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR), anarcho-syndicaliste, dénonce : « *Le pacte franco-soviétique [de 1935], c'est la guerre !* »

¹⁷⁹ Hélène Brion, déclaration lue au Premier Conseil de Guerre, le 29 mars 1918.
http://www.jaures.eu/ressources/guerre_paix/declaration-dhelene-brion-feministe-et-pacifiste-au-conseil-de-guerre-1918 consulté le 12 décembre 2020.

¹⁸⁰ Cité par Jean-Jacques Becker, op. cit. p. 22.

En juillet 1920, le deuxième congrès de l'Internationale communiste fixe parmi les 21 conditions à l'adhésion à cette Troisième Internationale l'obligation de la propagande parmi les militaires.

Le Parti communiste français (PCF) s'oppose à l'occupation de la Ruhr (1923-1925), à la guerre du Rif (1925-1926) et au « rabiote » imposé de service militaire (1935)¹⁸¹. *L'Humanité*, devenue le quotidien du parti communiste, fait de nombreux échos aux manifestations à ces sujets et aux répressions qu'elles suscitent. Elle publie souvent des lettres de soldats qui entendent défendre « *leur seule patrie ; la Russie des soviets*¹⁸² » ou qui récriminent contre leurs conditions de vie. Elle dénonce « *que plus de six cents soldats sont morts l'hiver dernier dans les casernes*¹⁸³. » Le PCF suscite des manifestations au sein des conscrits et des rappelés et de nombreux journaux clandestins de caserne. La fédération communiste de l'Yonne envisage la réparation du *Pioupiau*¹⁸⁴. L'insuffisance de cette agitation est sévèrement critiquée, notamment dans les *Cahiers du bolchévisme*¹⁸⁵, par le parti lui-même qui souhaite « *la mobilisation totale pour le défaitisme révolutionnaire et pour préparer la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*¹⁸⁶. »

« *Nous n'appelons pas à la désertion, nous appelons à l'organisation de la lutte au sein de l'armée bourgeoise afin d'y accomplir la besogne de la classe ouvrière, qui est de désagréger cette armée et de la remplacer par l'armée du prolétariat.* » Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, discours à la chambre des députés, 30 mars 1933¹⁸⁷.

En 1934, l'URSS normalise ses relations avec les USA et entre à la Société des Nations et, en 1935, conclut avec la France un traité signé par le ministre Pierre Laval. Le PCF glisse de la lutte pour la désagrégation de l'armée bourgeoise à celle contre le fascisme dans l'armée et tend la main aux officiers républicains puis, lors du gouvernement de front populaire, abandonne progressivement les revendications des conscrits¹⁸⁸.

Jacques Duclos, précédemment souvent condamné pour son antimilitarisme, exprime la position du parti en 1935 :

« *Les communistes sont les défenseurs acharnés de la paix, mais si malgré leurs efforts la guerre éclate, ils ne s'isolent pas de la masse du peuple qui part à la guerre, ils ne sont pas des déserteurs, ils ne sont pas des objecteurs de conscience qui repoussent avec horreur les armes que la bourgeoisie leur donne. [...]*

La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens et jamais les communistes ne renoncent à jouer leur rôle dans le déroulement des événements politiques. En toutes circonstances ils travaillent à la réalisation de leur objectif : le triomphe du socialisme. [...]

¹⁸¹ Madeleine Rebérioux, « Les J.C. et l'antimilitarisme », *Politique aujourd'hui*, janvier-février 1976, p. 71-78.

¹⁸² Georges Vidal, « *L'Humanité* et la défense nationale dans les années 1930 », *Cahiers d'Histoire*, n° 92, 2003, « *L'Humanité, la guerre et la paix (1904-2004)* », p. 37-50.

¹⁸³ « Pendant que les conscrits partent deux soldats sont tués au cours des manœuvres de guerre. », *L'Humanité*, n° 13 409, 3 septembre 1935, p. 2.

¹⁸⁴ C. Dufour, « Bulletin fédéral », *Le Travailleur* (l'ancien *Travailleur socialiste de Yonne*, devenu communiste lui aussi), n° 1 605, 18 janvier 1922, p. 2. ; « Pour le Pioupiau, souscrivez », n° 1 1607, 25 janvier 1922, p. 2.

¹⁸⁵ Leroux, « Quelques enseignements des manœuvres de 1930 », *Cahiers du bolchévisme*, Paris, n° 1, janvier 1931, p. 26-39.

¹⁸⁶ Ibidem, p. 39.

¹⁸⁷ Cité par Isidore Perroux, « "Classe contre classe" face à l'armée », *Politique aujourd'hui*, janvier-février 1976, p. 79.

¹⁸⁸ Ibidem, p. 87 et Georges Vidal, op. cit.

Quand une guerre met aux prises des pays impérialistes la position des communistes de tous les pays est claire et simple. Ils luttent à la tête des masses contre leur propre bourgeoisie, pratiquent le défaitisme révolutionnaire, travaillent au sein de l'armée à organiser la fraternisation et à transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. [...]

Les communistes d'un État en guerre contre le pays du socialisme ont pour devoir d'entraîner les masses mobilisées à passer avec armes et bagages dans les rangs de l'armée rouge. Cela implique naturellement la présence des communistes à l'armée contrairement à ce que préconisent les objecteurs de conscience et certains "pacifistes" dont le pacifisme en temps de paix se transforme généralement en chauvinisme dès les premiers coups de canon.

Mais si la situation politique est telle que la guerre de contre-révolution capitaliste n'est pas menée par l'ensemble des pays impérialistes, si certains d'entre eux [...] agissent de concert avec le pays du socialisme, leur action sert objectivement la cause de la paix, qui se confond avec la cause du pouvoir des travailleurs [...].

Quand dans la situation présente, alors qu'Hitler menace la paix du monde, la France signe un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique, elle sert la cause de la paix.

C'est pourquoi nous, les communistes, nous avons lutté pour la signature du pacte [franco-soviétique]. »

Jacques Duclos, « Les communistes et la paix », *L'Humanité*, 24 mai 1935, p. 2. Notons que l'article n'envisage que l'assistance de la France à l'URSS et non l'inverse.

Paul Vaillant-Couturier avait été sanctionné, en 1918, de 30 jours de forteresse pour des articles pacifistes et emprisonné en 1928 pour des textes antimilitaristes. Peu avant la victoire du Front populaire, il exalte dans *L'Humanité* ¹⁸⁹ « le cri unanime [...] "Vive l'armée républicaine !" » scandé pendant le défilé du 11 novembre 1935.

En 1938, Jacques Duclos s'interroge : « Comment remettre la France au travail ? Comment mettre fin au sabotage de la défense nationale ¹⁹⁰ ? »

En avril 1939, *L'Humanité* annonce : « Avec enthousiasme, les jeunes conscrits sont partis pour leur garnison¹⁹¹. » Six mois plus tard, après le Pacte germano-soviétique et le début de la drôle de guerre, Maurice Thorez, secrétaire général du parti, déserte son régiment et se réfugie en URSS.

Guy Dechesne

Dernière mise à jour : 18 janvier 2021

¹⁸⁹ Paul Vaillant-Couturier, « L'Inconnu a retrouvé ses camarades ! », *L'Humanité*, n° 13 479, 12 novembre 1935, p. 1.

¹⁹⁰ Jacques Duclos, « Comment remettre la France au travail ? Comment mettre fin au sabotage de la défense nationale ? », *L'Humanité*, n° 14 502, 3 septembre 1938, p. 7.

¹⁹¹ Cité par Georges Vidal, op. cit.